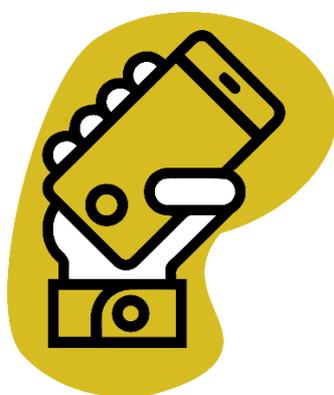


Quelle société numérique voulons-nous ?

Existant depuis 120 ans, solidement ancré dans les territoires, innovant dans ses formes d'action, le monde associatif n'échappe pas aux bouleversements de la transition numérique. Le tout est de savoir vers où nous voulons que cette transition conduise – et de nous donner les moyens d'y aller.



Le smartphone met le monde dans notre poche

Il a fallu environ 50 ans pour miniaturiser des machines infiniment plus puissantes que le premier calculateur électronique opérant en 1945 pesant 30 tonnes, et qui tiennent aujourd'hui dans notre poche.

Introduit sur le marché par Apple en 2007, le smartphone est une rupture technologique récente. Depuis, 3 personnes sur 4 en possèdent un, et elles le consultent en moyenne 52 fois par jour.

Avec Internet depuis son téléphone, s'ouvre un accès quasi-illimité à des bases de connaissances gigantesques. Chacun est alternativement récepteur et diffuseur d'informations. Cette co-production de la connaissance soutient aussi bien la recherche et l'éducation, que la circulation fulgurante de fausses informations. Circulation

amplifiée à l'infini par des algorithmes conçus pour enfermer, en proposant ce que vous « voulez entendre ».

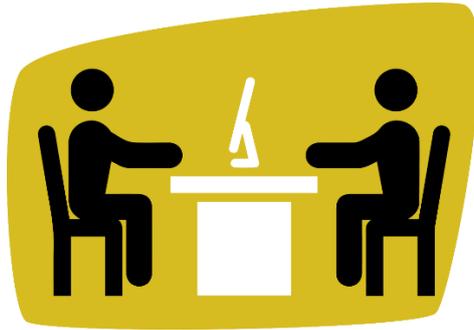


L'humain connecté

Nous sommes tous accros à nos téléphones, et plus particulièrement à la dopamine, ce neurotransmetteur lié au plaisir qui est stimulé par le nouveau langage des réseaux sociaux : le nombre de vues, le *like*, le cœur, l'étoile...

Sur le plan cognitif, avoir un accès permanent à Internet, présente l'avantage de ne plus avoir besoin de mémoire. Dans le même temps, nous sommes sur-stimulés – on parle d'infobésité, et saturés et avons de plus en plus de difficultés à nous concentrer.

Notre attention devient ainsi une nouvelle source de création de valeur, convoitée par les grandes plateformes comme Facebook ou Google. Non seulement nous représentons du « temps de cerveau disponible » pour des annonceurs, mais nous sommes aussi « des comportements à vendre » : en collectant nos données pour analyser nos comportements, les géants du web donnent de la valeur à nos désirs, synonymes de parts de marché à gagner.



Et le lien social ?

Quatre personnes sur cinq consultent leur smartphone pendant un repas de famille ou une soirée entre amis. Est-ce la fin de la conversation ? Le numérique nuit-il à la qualité du lien social ? Il faut nuancer cette affirmation.

Pendant les confinements liés à la pandémie de Covid-19, les outils numériques ont permis le maintien d'un ersatz de lien social. Dans les associations, 80 % ont maintenu le lien avec leurs bénévoles, avec leurs adhérents, avec leurs bénéficiaires, en diffusant des informations officielles, en proposant des activités en ligne, en prenant des nouvelles. Le lien social et l'entraide ont survécu, paradoxalement, grâce au numérique.

Dans les familles, les outils numériques se sont même avérés très précieux pour maintenir le lien grands-parents et petits-enfants. On observe que les transferts de savoirs se sont inversés, ou du moins, ne sont plus à sens unique.

Internet n'aurait jamais connu le succès qui est le sien si les hommes et les femmes n'avaient pas besoin de lien social. C'est même ce besoin de « relier » qui a amené à l'invention d'Internet, à l'époque, à des fins de recherche et d'éducation, sans visée commerciale ni volonté de surveillance.



La société de surveillance

Cette surveillance est précisément au cœur des enjeux démocratiques de notre siècle. Les promesses de liberté et d'émancipation grâce au Web ont volé en éclats. C'est à un système centralisé, intrusif, et malsain que nous sommes individuellement et collectivement soumis.

À la surveillance peut s'ajouter la manipulation. À partir d'un « test psychologique en ligne » en apparence anodin, Facebook a permis à Cambridge Analytica de siphonner les profils de 86 millions d'utilisateurs.

La frontière de l'intime est ainsi franchie sans consentement, ni la moindre éthique. Mais plus grave encore est le profilage prédictif que le *big data* permet. Avec le *deep learning*, sa qualité s'améliore de jour en jour, à des fins commerciales ou politiques. Appliqué au monde assurantiel, par exemple, cela pourrait créer de fortes inégalités en matière de protection sociale. Une personne roulant en scooter, fumant un paquet par jour et buvant volontiers les week-ends pourrait voir tripler sa prime !



L'économie en mode *start up*

L'économie numérique, ce sont bien sûr des activités nouvelles qui émergent : des fournisseurs d'accès, des navigateurs, des moteurs de recherches, des data centers, des boîtiers et des modems, etc. Mais ce n'est pas, et de loin, synonyme d'emplois de qualité. L'exploitation des petites mains, indispensables au traitement des données, les « forçats du clic », payés à la tâche sans la moindre protection sociale, est connue. Sans oublier les risques que prennent les mineurs - au deux sens du terme, pour extraire les matériaux nécessaires à la fabrication de notre palette d'outils numériques.

Même l'État adopte les codes de la *start up*, y compris quand il s'agit de répondre à des besoins sociaux urgents et a priori non-marchandisables (santé, solidarité, éducation, accès aux droits...). Avec le programme *French impact*, par exemple, des sommes massives sont investies sur une poignée « d'associations, fondations, mutuelles, coopératives, entreprises sociales, collectivités, d'entreprises ou de citoyens » engagés, contribuant à résoudre les grands défis sociaux et environnementaux, à inventer des solutions nouvelles pour transformer la société et construire un futur plus juste, inclusif et durable.

Pourtant, il n'y a pas de de ruissellement à l'horizon dans le champ de l'économie sociale et solidaire, seulement des salariés au bout du rouleau, des bénévoles en difficulté, et un appauvrissement croissant des organisations, dont l'utilité sociale n'est pourtant pas en question – pour peu qu'on sache la regarder.

Avec le Covid-19, nous assistons à une accélération inédite du télétravail, rendue possible grâce aux outils numériques : des charges inhérentes à l'activité économique (des mètres carrés, du mobilier, de l'énergie etc.), repose massivement sur les travailleurs. Cela pose de sérieux problèmes aux personnes les moins bien dotées, tant sur le plan matériel que sur le plan des capacités et des dispositions personnelles.



Un désastre écologique

Le numérique n'est pas virtuel : il est bel et bien matériel, et très carboné. Entre l'épuisement des ressources non-renouvelables, l'énergie nécessaire à son fonctionnement et les déchets que produit inévitablement notre consommation exponentielle d'appareils électroniques, le coût écologique de la transition numérique est incommensurable.

L'obsolescence est la norme, et cela freine l'écoconception dans les entreprises numériques. Nos déchets sont envoyés par container en Afrique. Jusque dans la stratosphère, le numérique pollue. Notre ciel est une « casse », où tournent en orbite et se meurent des milliers de satellites et leurs propulseurs...

L'industrie du logiciel n'est pas plus économe : Windows 10 pèse 133 fois plus que son ancêtre Windows 95. Il en est de même avec les contenus que nous consultons sur Internet (images HD, *pop-up*, *tracking*, etc.)

La transition numérique a sur les individus, la société, la démocratie, la diffusion de la connaissance, l'économie et la planète des effets délétères et bien contraires aux Objectifs de développement durable.

À ce titre, les enjeux de la société numérique - liberté, équité, sobriété, égalité, sécurité, émancipation, ... rencontrent en bien des points ceux du monde associatif. Nonobstant des langages très différents, les valeurs, les règles et les objectifs des associations convergent vers une partie croissante d'acteurs de la tech. Autour de ces points communs, frémit l'envie de tout reconfigurer. Il est encore temps.

Extraits de l'article de **Charlotte Debray**
Tribune Fonda N°249 - Égalité femmes-hommes : une exigence démocratique - Mars 2021



Cet article s'appuie sur les travaux de la Fonda depuis 2010, la revue Tribune Fonda et le programme PANA. Il se réfère également largement au Cahier d'enjeux #RESET de la Fing, et à l'ouvrage Décliv, d'Anne-Sophie Jacques et Maxime Guedj, paru aux éditions Les Arènes en 2020. Sincères remerciements.